



Par Melchior Szczepanik,
Chef du bureau de Bruxelles, Institut
polonais des affaires internationales

POUR LE TRIANGLE DE WEIMAR IL EST TEMPS DE PASSER À L'ACTION

Le Triangle de Weimar : une nouvelle renaissance

À première vue, le Triangle de Weimar est une forme de coopération qui semble prédestinée à devenir un moteur dynamique de l'intégration européenne. Il réunit trois grands États membres de l'UE en tenant compte des besoins d'importantes coalitions régionales : le Nord frugal, le Sud et le flanc oriental. Toutefois, en raison de divergences de vues, le format n'a jamais vraiment atteint son potentiel.

La formation d'un nouveau gouvernement en Pologne, en décembre 2023, soutenu par une large coalition de partis généralement favorables à une coopération étroite avec l'UE, a ouvert la voie à une relance du format. En mai 2024, les ministres des affaires étrangères des trois pays ont adopté l'Agenda de Weimar [1]. Ils se sont notamment engagés à dépenser davantage pour la défense et à maintenir un soutien indéfectible à l'Ukraine. Ils ont également appelé à une UE qui parle d'une seule voix en matière de politique extérieure et ont affirmé que le Haut Représentant devait être renforcé. En outre, les ministres se sont déclarés déterminés à soutenir une politique climatique mondiale ambitieuse et équitable. La réactivation du Triangle de Weimar a été mentionnée par le ministre polonais des affaires étrangères, Radek Sikorski, parmi les dix événements les plus importants de la politique étrangère polonaise au cours de la première année de son mandat [2].

[1] Un programme de Weimar pour une Union forte et géopolitique, 22 mai 2024, www.gov.pl

[2] R. Sikorski sur X le 13 décembre 2024.

La transformation de l'UE nécessite un leadership

La réactivation de Weimar ne pouvait pas arriver à un moment plus opportun, car l'UE a un besoin urgent d'un leadership audacieux. Pour s'imposer dans un monde de plus en plus perturbé, l'UE et ses États membres doivent s'adapter. Les principaux objectifs du nouveau cycle politique peuvent être regroupés sous trois rubriques : la sécurité, l'économie et les réformes internes. L'Union doit renforcer sa capacité à se défendre, à soutenir l'Ukraine et à contenir les attaques de la Russie contre l'ordre fondé sur des règles. En outre, l'Union tentera de stimuler la croissance, mais en respectant ses ambitions en matière de climat et de protection de la biodiversité. Enfin, l'UE a besoin d'une introspection approfondie qui débouchera sur des réformes des politiques communes, des procédures de prise de décision et du budget. Ces modifications devraient permettre à l'UE d'agir rapidement en cas de crise, de se doter de moyens financiers à la hauteur de ses ambitions et d'utiliser ses ressources de manière plus efficace.

Sur les questions mentionnées ci-dessus, le Triangle de Weimar pourrait fournir des modèles de réformes et les mener. Compte tenu de leur potentiel diplomatique, militaire et économique, les trois pays sont essentiels pour maintenir un soutien significatif à l'Ukraine et pour construire un pilier européen fort au sein de l'OTAN. La réalisation de l'objectif d'une coopération plus étroite dans le secteur de l'industrie de la défense dépendra également en grande partie de leur détermination. Sur le plan économique, si la Pologne peut se prévaloir d'une croissance dynamique, la plupart des entreprises qui pourraient devenir des « champions européens » viennent de France et d'Allemagne. C'est d'ailleurs cette dernière qui dispose de la puissance financière nécessaire à une révolution industrielle. Weimar pourrait ainsi devenir le laboratoire d'une politique industrielle équilibrée, qui ne perturbe pas la concurrence sur le marché unique et répartit équitablement le fardeau de la décarbonisation. En outre, un accord préliminaire entre les payeurs nets et le principal bénéficiaire net du budget de l'UE pourrait faciliter un compromis sur le cadre financier pluriannuel. Enfin, une coordination étroite au sein du Triangle de Weimar est primordiale si l'UE veut maintenir un front uni dans les discussions avec la nouvelle administration américaine sur les différents aspects de la coopération transatlantique.

Pour planifier les réformes, les décideurs ne manquent pas d'idées et d'inspiration. Le rapport d'un groupe d'experts franco-allemand de septembre 2023 a exhorté les États membres à envisager des changements institutionnels audacieux [3]. Récemment, un grand nombre de recommandations ont été formulées dans des analyses présentées par des groupes de réflexion polonais [4].

Un plaidoyer en faveur d'une coopération de Weimar plus ambitieuse n'implique pas que les trois participants doivent négliger d'autres formes de coopération multilatérale intra-UE. Au contraire, pour que Weimar devienne un moteur d'intégration, les trois partenaires doivent accorder une grande attention aux préoccupations de leurs alliances régionales traditionnelles.

La Pologne, par exemple, continuera à travailler en étroite collaboration avec ses partenaires du flanc oriental, particulièrement menacés par l'attitude agressive de la Russie, et donnera donc le ton du débat sur l'amélioration de la résilience et de la préparation de l'Union à toute une série de crises et de menaces.

Une réflexion plus orientée vers la communauté est nécessaire

La renaissance de Weimar n'a pas effacé les divergences entre les partenaires. Ces dernières années ont été marquées par plusieurs affrontements très médiatisés concernant la meilleure façon de soutenir l'Ukraine, le commerce, l'avenir du budget de l'UE et la politique énergétique. Les facteurs liés à la politique nationale - faibles majorités parlementaires, désaccords au sein des coalitions au pouvoir - pourraient également constituer un obstacle à une coopération fructueuse, car ils sapent l'énergie des dirigeants et entravent les initiatives audacieuses au niveau de l'UE. Dans les trois pays, le fort soutien populaire dont bénéficient les forces politiques eurosceptiques dissuade les gouvernements d'envisager de faire des concessions dans l'intérêt commun à long terme.

Pour que le Triangle de Weimar atteigne son plein potentiel, il ne doit pas se limiter à des consultations et à de nobles déclarations. Les partenaires doivent parvenir à des positions communes et les mettre en pratique, par exemple en progressant enfin dans la promotion de la coopération dans le domaine de l'industrie de la défense.

[3] Naviguer en haute mer : réformer et élargir l'UE pour le XXI^e siècle. Rapport du groupe de travail franco-allemand sur la réforme institutionnelle de l'UE, 18 septembre 2023.

[4] Voir : UE2029 : Défis pour la Commission européenne et recommandations, Institut polonais des affaires internationales, octobre 2024 ; Quelles politiques pour une Europe sûre et compétitive ? 10 idées pour la Commission européenne, Institut économique polonais, décembre 2024 ; Re-charging Europe, Green Economy Institute, Cambridge Econometrics, janvier 2025.

Ils doivent faire preuve de détermination pour dépasser les perspectives à court terme et s'attaquer aux intérêts particuliers au nom d'avantages clairs pour la communauté. Les dirigeants de Weimar ne devraient pas hésiter à réévaluer même les aspects de leur stratégie européenne qui ont longtemps eu le statut de dogmes. L'Allemagne doit surmonter son aversion pour la dette et accepter que la puissance militaire soit parfois nécessaire pour défendre les intérêts de l'UE. La France pourrait faire preuve de plus de souplesse pour concilier la volonté d'autonomie stratégique de l'Europe et une coopération étroite avec des partenaires fiables non membres de l'UE, tandis que la Pologne pourrait adopter des changements institutionnels, en renonçant notamment à l'unanimité. La France et la Pologne seraient bien avisées de s'engager auprès des agriculteurs et des lobbies agricoles pour dissiper leurs appréhensions à l'égard de l'accord commercial du Mercosur et ouvrir la voie à la transition verte dans l'agriculture. Enfin, les dirigeants de Weimar renforceront leurs appels aux réformes au niveau de l'UE s'ils s'efforcent en même temps d'améliorer les réglementations nationales afin de rationaliser la transition verte, stimuler les innovations et de soutenir les entrepreneurs.